

Pour justifier l'invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine a affirmé que Lénine aurait commis le péché mortel de diviser la grande Russie en inventant artificiellement l'Ukraine, louant a contrario Staline pour avoir su mater les aspirations nationales des peuples. Dans cet article, l'historienne ukrainienne Hanna Perekhoda revient sur l'histoire de la région et montre comment les bolcheviks - aussi bien les dirigeants, notamment Lénine, qui ont construit l'Union soviétique que les militants locaux - se sont trouvés aux prises avec la question nationale, ou pour être plus précis avec de multiples demandes d'autonomie nationale dans le contexte de l'effondrement de l'empire tsariste, mais aussi avec les contraintes de la guerre civile et de l'affrontement avec les impérialismes occidentaux.

En annonçant l'invasion russe de l'Ukraine à la fin du mois dernier, Vladimir Poutine a offert une présentation détaillée de sa vision du monde - et de l'histoire. Le président russe a expliqué que les Ukrainiens n'existent pas, que leur identité est une simple invention et que l'État ukrainien est une erreur. Plus encore, il l'a présenté comme une création illégitime, un acte de vol contre la Russie.

Poutine s'en est pris particulièrement à Vladimir Lénine et à sa conception de l'Union soviétique comme un État fédéral, qu'il a décrit comme une bombe à retardement ayant contribué à l'effondrement de l'URSS, « la plus grande catastrophe du XXe siècle ». Il a également exprimé sincèrement ses sympathies pour Joseph Staline, car, en renonçant aux idées de Lénine, celui-ci a pu construire « un État strictement centralisé et totalement unitaire » à l'intérieur des frontières de l'ancien empire tsariste. Poutine reprochait seulement à Staline de ne pas avoir révisé plus profondément les principes léninistes - c'est-à-dire de ne pas s'être débarrassé de l'autonomie formelle des républiques soviétiques.

Même parmi ceux qui ne remettent pas en question le droit historique de l'Ukraine à être un État indépendant, il est communément admis que ses frontières internationalement reconnues sont, par essence, artificielles. Beaucoup ne remettent pas en question les affirmations de Poutine selon lesquelles les régions du sud-est de l'Ukraine ont été « volées » à la Russie au profit de l'Ukraine. Depuis 2014, Poutine affirme que ces régions « historiquement russes » ont été rattachées à l'Ukraine dans les années 1920. Mais cela a-t-il vraiment quelque chose à voir avec les faits historiques ?

En effet, ce sont les bolcheviks, sortis vainqueurs de la lutte pour le pouvoir à la fin de la Première Guerre mondiale, qui ont dû résoudre le problème de la frontière entre la Russie et l'Ukraine. Tracer les frontières d'un nouveau pays au sein d'un empire précédemment centralisé n'était pas un mince problème, d'autant plus que les provinces qui allaient devenir l'Ukraine n'avaient bénéficié d'aucun statut spécial ni d'aucune autonomie dans l'empire tsariste. Au XIXe siècle, le territoire de l'Ukraine actuelle était divisé en trois gouvernements généraux englobant diverses provinces : le gouvernement général de Kiev (nord-ouest), le gouvernement général de la Petite Russie (nord-est) et le gouvernement général de la Nouvelle Russie et de la Bessarabie (est et sud).

Après la liquidation progressive des gouvernements généraux, cette subdivision de facto en trois régions a persisté. Ces structures héritées de l'empire n'ont pas simplement disparu sans laisser de trace après les révolutions de février et d'octobre. En 1917-18, leur persistance a non seulement influencé les stratégies des principales forces en ce qui concerne leurs structures organisationnelles - orientant également leurs choix politiques - mais a aussi déterminé de manière décisive ce que les historiennes Sophie Coeuré et

L'oubli de la question nationale

La révolution de février 1917 met fin au tsarisme ; en Ukraine, comme dans le reste de l'empire, les soviets (conseils ouvriers) et le gouvernement provisoire commencent à se disputer le pouvoir. Mais à Kiev, un troisième acteur revendique le pouvoir : la Rada centrale, une assemblée de différents partis ukrainiens qui souhaitent l'autonomie de l'Ukraine. Le seul recensement qui avait eu lieu, en 1897, ne comportait pas de données sur l'ethnicité des habitants de l'empire.

Les partisans de l'autonomie revendiquent comme Ukrainiens tous ceux qui ont indiqué le « petit russe » comme langue maternelle ; l'Ukraine comprendrait donc tous les territoires où cette population est majoritaire. Cette façon de définir l'espace politique était tout à fait logique : pour un pays dont les terres avaient longtemps été soumises à des autorités impériales qui niaient la subjectivité historique et culturelle de ses habitants – structurant au contraire les circuits économiques en fonction des besoins de la métropole – les critères de légitimité historique ou de rationalité économique pouvaient difficilement servir d'arguments pour l'autonomie.

Sur la base de ces données linguistiques, la Rada centrale établit une liste des provinces qui devaient être considérées comme ukrainiennes, à savoir Kiev, la Volhynie, la Podolie, Poltava et Tchernigov, mais aussi les provinces orientales et méridionales de Kharkov, Ekaterinoslav, Kherson et Taurida (sans la Crimée). Bien que les grandes villes soient les centres de la domination coloniale et parlent le russe, la population rurale indigène parle l'ukrainien et est partout majoritaire.

Pour les militants bolcheviques, l'autonomie de l'Ukraine et son futur territoire n'étaient guère une priorité. Un membre se souvient qu'ils étaient « extrêmement peu préparés à saisir l'idée de l'unité de l'Ukraine » et n'envisageaient pas ses éventuelles frontières. En fait, les espaces géographiques dans lesquels opèrent les bolcheviks dépendent avant tout des soviets et des relations qu'ils établissent entre eux. Sur le territoire de la future Ukraine, il existe en 1917 trois groupements de soviets locaux : l'un centré autour de Kiev, un autre autour d'Odessa, et un troisième regroupant les soviets de la région industrielle de Donets-Krivoi Rog. Ce découpage recoupe largement la carte administrative de l'époque tsariste, où l'on retrouve également ces trois régions. Les branches régionales du parti bolchevique sont formées selon le même principe territorial et les militants s'organisent dans les limites de ces trois régions.

Peu de temps après, les bolcheviks locaux ont été dépassés par des événements auxquels ils étaient mal préparés. En octobre 1917, ce ne sont pas les bolcheviks qui ont vaincu le gouvernement provisoire de Kiev, mais la Rada centrale qui a consolidé son pouvoir. Evgenia Bosch, membre de la branche de Kiev des bolcheviks, écrit que « lorsque la question de l'autodétermination de l'Ukraine a été soulevée dans la pratique », l'organisation est restée sans « aucun programme réel. »

De l'autre côté du Dniepr

Après l'échec du plan initial visant à prendre le pouvoir à Kiev par la force, le plan B des bolcheviks consistait à organiser un congrès des soviets avec la Rada centrale. La deuxième partie de ce plan consistait à faire venir des masses de délégués bolcheviks des provinces orientales et à utiliser cette force numérique pour faire pencher la balance en faveur des partisans de la nouvelle autorité de Petrograd. Mais le congrès est une débâcle pour les bolcheviks, les sympathisants de la Rada remportant la majorité.

Les bolcheviks doivent improviser un plan C, et décident de « chercher un endroit où le prolétariat est plus nombreux, plus concentré, plus conscient. » La délégation se dirige donc vers l'est, à Kharkov, une grande ville industrielle. Les nouveaux venus ont essayé de convaincre leurs camarades qu'ils étaient tous liés par un objectif commun : soviétiser l'Ukraine dans son ensemble. Cependant, les bolcheviks de l'Est voulaient d'abord s'établir de façon permanente dans l'oblast (entité administrative) industriel et ouvrier de Donets-Krivoi Rog, tout en laissant les paysans ukrainiens des provinces de l'Ouest choisir un gouvernement « à leur propre image ». Les bolcheviks de Kiev qualifient la démarche de leurs camarades de « politique de l'autruche » et leur reprochent de vouloir « se barricader dans leur Donbas ».

Malgré les désaccords, le 12 décembre 1917, le congrès de Kharkov proclame le pouvoir soviétique, déclare la création de la République soviétique ukrainienne (rattachée à la République soviétique russe par des liens fédéraux) et annonce le renversement de la Rada. Le nom du nouvel État est identique à celui choisi par la Rada – la République populaire d'Ukraine, ou UNR. L'objectif est clairement de substituer l'UNR soviétique à l'UNR de la Rada. Mais il était également clair que l'idée de l'État ukrainien, telle que définie par le mouvement national, était plus influente qu'il n'y paraissait – et les bolcheviks n'avaient d'autre choix que de l'adopter, bien qu'à leur manière.

La République soviétique de Donets-Krivoi Rog

En réalité, il était loin d'y avoir un véritable consensus sur ces questions au sein du parti. Au moment de la proclamation de l'Ukraine soviétique, les dirigeants bolcheviques de Kharkov étaient déjà en train de construire une république locale avec leurs propres organes de pouvoir. Alors pourquoi se sont-ils opposés au projet d'une Ukraine soviétique ? Certains membres ont souligné le choix des bolcheviks de Kharkov de s'isoler dans l'environnement urbain russifié, étant donné leurs contacts très limités avec la paysannerie ukrainienne. De plus, les militants bolcheviques n'étaient pas insensibles à l'idéologie impériale de la Grande Russie. Cependant, il ne s'agissait pas seulement d'un affrontement entre porteurs de loyautés régionales ou nationales différentes, mais aussi d'un désaccord sur la tactique et la vision stratégique globale.

L'idée d'une république du Donets-Krivoi Rog, unissant l'est de l'Ukraine et la partie industrialisée de l'oblast du Don, semble avoir émergé chez les bolcheviks de Kharkov sous l'influence de certains militants venus de Rostov-sur-le-Don après la conquête de cette région russe voisine par le général antibolchevique Alexei Kaledin. Le Don était un point de ralliement pour de nombreuses forces antibolcheviques dans ces régions, et était donc perçu comme une menace immédiate. Le Donbass, à l'inverse, était une région fidèle au pouvoir soviétique, capable d'imposer sa volonté prolétarienne aux régions paysannes et

« réactionnaires ». S'assurer de son soutien était donc une priorité absolue tant pour ceux qui avaient fui Kiev que pour les fugitifs de Rostov. Leurs plans respectifs étaient essentiellement identiques : intégrer le Donbas dans leur projet d'État et utiliser ses forces pour chasser l'ennemi de leur propre région.

En janvier 1918, les forces armées soviétiques ont pris le contrôle de la capitale ukrainienne. Le gouvernement de la Rada centrale s'enfuit. Selon les bolcheviks de Kharkov, il n'était plus nécessaire de maintenir l'Ukraine soviétique, puisque sa mission tactique – prendre le contrôle de l'Ukraine – avait été accomplie. Ils ont donc décidé que les provinces d'Ekaterinoslav, de Kharkov, de Tauride (sans la Crimée) et une partie de l'Oblast du Don constituaient désormais une république distincte – la République soviétique du Donets-Krivoi Rog (RSKR).

Mais pourquoi établir une république dans ces limites territoriales ? Sa proclamation se justifiait principalement par le fait que « les bassins du Donets et du Krivoi Rog représentent une unité économiquement autosuffisante. » Selon les partisans du DKRSR, avec la révolution socialiste, « le principe de classe, c'est-à-dire l'économie, l'a emporté sur le principe national. » Ils insistaient sur le fait que « créer une Ukraine, même soviétique, serait une décision réactionnaire », car donner à l'État une forme nationale ne signifiait qu'« un retour au passé lointain. »

Au contraire, fonder un État sur le seul critère de la pertinence économique serait rationnel et donc progressiste. Le DKRSR devait être l'incarnation d'une telle percée vers l'avenir. En créant la république économique et non nationale, les bolcheviks de Kharkov étaient convaincus de défendre une vision véritablement marxiste du monde et de l'histoire. Ce n'est qu'en 1922 que l'idée de Lénine selon laquelle la nation est une étape nécessaire sur le chemin historique vers une société socialiste l'emporte et devient un principe directeur de l'URSS. En 1917-18, une bonne partie des membres du parti bolchevique, sinon la majorité, était encore convaincue que la révolution socialiste et l'égalité qu'elle apportait rendaient la « question nationale » obsolète.

De plus, les fondateurs de la République soviétique du Donets-Krivoi Rog ont justifié leur décision par la nécessité de mettre toutes les ressources du Donbass au service des « centres industriels du Nord », tels que Petrograd et Moscou. « Nous voulons rejoindre le pays tout entier », a insisté le dirigeant du DKRSR, Fyodor Sergeyev, laissant entendre que le pays tout entier signifiait l'ancien empire tsariste et sa métropole grand-russe. La proclamation de la République soviétique d'Ukraine était au contraire perçue comme une décision néfaste, « un caprice qui ne pouvait pas durer », qui brisait l'unité de l'espace économique impérial hérité de l'ère tsariste.

Sergeyev a informé Petrograd de sa décision. La réponse a été immédiate : « Nous considérons cette séparation comme nuisible. » Cependant, les autorités centrales s'abstinrent de toute réponse définitive tranchant en faveur de l'un ou l'autre camp. Pourtant, les circonstances changeaient de jour en jour.

Cherchant à s'extraire de la Première Guerre mondiale, la République soviétique de Russie a signé le traité de paix avec les Puissances centrales en mars 1918. L'une de ses conditions était le retrait des troupes de l'Armée rouge du territoire ukrainien et l'abandon des revendications territoriales de la Russie sur l'Ukraine. Les bolcheviks d'Ukraine ne voulaient évidemment pas céder si facilement. Et si l'Ukraine soviétique se proclamait indépendante elle aussi ? Elle pourrait s'opposer à l'occupation sans que la Russie soviétique soit tenue responsable de ses actions. Pour que cela soit possible, il était

nécessaire de convoquer un nouveau congrès qui voterait pour l'indépendance de l'Ukraine et la résistance armée aux envahisseurs allemands et autrichiens. Le comité central du parti bolchevique soutient ce projet et donne finalement une directive claire : la DKRSR doit faire partie de l'Ukraine et envoyer ses représentants au congrès.

Cependant, une fois que les Allemands ont commencé à envahir les régions industrielles, Moscou a plutôt sorti la carte du Donets-Krivoi Rog appartenant à la Russie, déclarant que l'offensive allemande « dépassait les frontières du territoire purement ukrainien. » Les autorités soviétiques, engagées dans un jeu diplomatique, cherchaient à garder toutes les possibilités ouvertes en Ukraine. Mais dès que les forces austro-allemandes ont occupé l'ensemble de l'Ukraine, ce jeu diplomatique a pris fin.

Pourquoi « inventer » l'Ukraine ?

Loin de constituer un plan d'action cohérent et prémédité, les décisions prises par les bolcheviks en 1917-1920 sont le produit de contraintes – mais aussi d'opportunités du moment. En 1917, notamment grâce à la persévérance des hommes de la Rada, l'Ukraine s'impose comme un nouvel espace politique. Cette nouvelle réalité, d'abord mal analysée par les bolcheviks, les obligea finalement à prendre position sur des questions qui leur étaient jusqu'alors étrangères. Plus important encore, elle les a confrontés à la contradiction entre l'immensité de leurs ambitions politiques à l'échelle mondiale et les difficultés très concrètes et locales d'une révolution se jouant dans un empire colonial en décomposition. Cette contradiction a déclenché un long processus au cours duquel les géographies mentales des marxistes russes ont été remises en question et reconfigurées.

La question principale reste de savoir pourquoi, longtemps après la défaite des nationalistes ukrainiens, les hautes autorités soviétiques ont continué à soutenir la conception d'une « grande Ukraine » tout en excluant toute possibilité d'un Donbass russe ou indépendant. La mission principale de ce projet – à savoir combattre les nationalistes ukrainiens – n'était-elle pas désormais achevée ?

Jusqu'en 1922 environ, l'objectif global des bolcheviks restait une révolution mondiale. Il était donc nécessaire de gagner le soutien des peuples en dehors du noyau russe du territoire gouverné par les Soviets afin d'étendre la portée de la révolte populaire. Leurs regards étaient tournés vers l'Ouest, les soulèvements dans les pays européens constituant le seul espoir de survie pour la révolution, dont l'Octobre russe n'était qu'une première étincelle. En ce sens, l'Ukraine avait un rôle important à jouer dans leur entreprise révolutionnaire globale – ouvrir la première porte vers l'Europe, et en particulier vers l'Allemagne. En ce sens, la rhétorique ouvertement anti-nationale des dirigeants du DSKSR aurait pu rendre un mauvais service au pouvoir soviétique et éloigner les alliés ukrainiens des bolcheviks.

Pendant la guerre civile, les communistes ont sorti le drapeau de l'Ukraine soviétique à plusieurs reprises, notamment lors des offensives militaires, afin de s'assurer le soutien de la population locale. Toutefois, ce n'est qu'en 1919-1920 que les dirigeants bolcheviques ont commencé à réaliser que l'Ukraine soviétique formellement indépendante, y compris les provinces du sud et de l'est, n'était pas seulement une bonne réponse tactique pour neutraliser les nationalistes, mais que son maintien présentait également des avantages à long terme. Les villes orientales, en tant que creusets industriels et centres de domination coloniale, pouvaient devenir une sorte de courroie de transmission entre la métropole russe

et la périphérie ukrainienne « paysanne ». C'est pourquoi Moscou ne prévoyait plus de séparer cette région de l'Ukraine, bien au contraire.

Comme le souligne à juste titre Terry Martin, la stratégie des bolcheviks était « d'assumer le leadership sur ce qui apparaissait désormais comme le processus inévitable de décolonisation. » C'est pourquoi, d'abord en théorie, puis en pratique, Lénine a opté pour un principe national dans la construction de l'URSS. Chaque nation soviétique devait ainsi disposer de son propre « foyer national » délimité territorialement et administrativement – un projet difficile à mettre en œuvre dans un empire continental comme celui de la Russie. En effet, l'empire tsariste comptait une multiplicité de zones géographiques, à mi-chemin entre le statut de métropole et celui de colonie. L'Ukraine orientale représentait une telle zone d'hybridation : ses centres urbains, économiquement et culturellement orientés vers la Russie, existaient comme des îles dans un océan de campagnes socialement, ethniquement et culturellement distinctes.

La tâche ardue et ambitieuse de construire un foyer national pour chaque nation soviétique présentait des avantages à la fois politiques et économiques, favorisant l'établissement d'un type de structure étatique qui garantissait une prise de décision centralisée – condition sine qua non d'une transition vers le communisme pour les bolcheviks – tout en faisant appel aux populations locales et à leurs particularités. En faisant une concession au concept d'État-nation, qui consiste à faire correspondre nation et territoire, les bolcheviks espéraient préserver l'intégrité territoriale de l'ancien Empire russe et le transformer en un État socialiste multiethnique. La fédération des républiques soviétiques était censée n'être que la première étape d'un long processus de fusion et, par conséquent, d'élimination des nations, d'abord en URSS, puis dans le monde entier. C'est cette politique, que Francine Hirsch appelle « évolutionnisme d'État », poursuivie dans le cadre d'un État centralisé doté d'une structure économique et administrative quasi-coloniale, qui allait donner à l'URSS sa forme distinctive.

L'idéal d'une « fraternité des peuples » est vite devenu un écran de fumée pour dissimuler l'impérialisme stalinien. Ainsi, le nœud de contradictions entre l'héritage impérial du tsarisme et le projet utopique du bolchevisme sur lequel l'URSS a été construite n'a jamais été dénoué. Il reste et représente aujourd'hui un défi pour de nombreux pays de l'espace post-soviétique qui ont été privés d'une véritable souveraineté nationale, politique et économique pendant tout le vingtième siècle. Dans la continuité de sa longue histoire impériale, la Russie de Poutine continue d'exercer sa domination brutale sur ses anciennes colonies.

Aujourd'hui, le projet d'autonomie nationale de Lénine est piétiné par Poutine, qui avance des arguments historiques irrédentistes et révisionnistes pour justifier sa guerre barbare contre les Ukrainiens. Il est temps de dire non à cette négation de la subjectivité non seulement de l'État mais aussi du peuple ukrainien. Notre solidarité doit aller au peuple ukrainien qui a pris les armes pour contrer la force impérialiste, ainsi qu'à tous ceux qui, en Russie, protestent, au risque de leur liberté, contre l'aventure militaire décidée par le Kremlin.

*

Hanna Perekhoda est assistante diplômée en histoire à l'Université de Lausanne. Elle est membre du Comité de solidarité avec le peuple ukrainien et avec les opposants russes à la guerre, basé en Suisse.

Illustration : Célébration du 53e anniversaire de la Révolution bolchévique, à Kiev / Russia
Beyond : <https://fr.rbth.com>.